

THAÏLANDE

Royaume de Thaïlande

CAPITALE : Bangkok

SUPERFICIE : 513 115 km²

POPULATION : 60 602 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Bhumibol Adulyadej

CHEF DU GOUVERNEMENT : Chuan Leekpai

LANGUE OFFICIELLE : thaï

PEINE DE MORT : maintenue

THAÏLANDE

Dix-sept personnes ont été exécutées en 1999, un nombre record depuis la reprise des exécutions en 1996. Plus d'une centaine de personnes se trouvaient sous le coup d'une condamnation à mort. Les conditions carcérales, en particulier pour les détenus étrangers originaires d'Afrique ou d'Asie, étaient médiocres et constituaient, dans certains cas, un traitement cruel, inhumain ou dégradant. Une nouvelle loi a mis en place une Commission nationale des droits humains, organisme gouvernemental détaché auprès du Parlement et composé de 11 membres. Plus de 14 000 demandeurs d'asile du Myanmar sont arrivés en Thaïlande. La plupart d'entre eux ont été admis dans des camps de réfugiés, qui accueillaient à la fin de l'année plus de 105 000 personnes.

Peine de mort

Dix-sept personnes, dont une femme, ont été exécutées à l'arme automatique à la prison de Bangkwang. C'était la première fois depuis la reprise des exécutions qu'une femme subissait ce sort. Elle avait été reconnue coupable de trafic de stupéfiants, tandis que les 16 hommes avaient été condamnés à mort pour meurtre. On estimait à plus d'une centaine les condamnés se trouvant encore dans les couloirs de la mort, bien que le gouvernement n'ait publié aucun chiffre ni aucun nom, et bien qu'il se soit abstenu d'annoncer la date prévue pour les exécutions. Trente condamnations à mort ont été commuées en emprisonnement à vie en décembre, à l'occasion de l'anniversaire du roi Bhumibol Adulyadej.

Impunité

En juin, le gouvernement a publié le résumé d'un rapport du ministère de la Défense sur la répression brutale par l'armée des manifestations favorables à l'instauration de la démocratie qui avaient eu lieu en mai 1992. Cette opération avait fait plus de 52 morts et près de 700 blessés. Toutefois, malgré les appels lancés en ce sens, notamment par les familles des victimes, le gouvernement a refusé de publier le rapport dans son intégralité. Aucune information n'a jamais été rendue publique sur ce qu'étaient devenues les dizaines de personnes portées disparues pendant ces manifestations.

Conditions carcérales

Le maintien prolongé aux fers des détenus a de nouveau été signalé dans la prison de très haute sécurité de Bangkwang et dans la prison centrale de Chon Buri. L'ensemble du système pénitentiaire, et plus particulièrement la prison de Lad Yao et la prison pour femmes de Bangkhen, ainsi que les centres de détention des services de l'immigration, souffrirait d'un grave problème de surpopulation. Les détenus étrangers africains et asiatiques risquaient plus que d'autres d'être victimes de mauvais traitements. En juillet, un travailleur immigré birman a été passé à tabac par des agents des services d'immigration, au centre de détention pour immigrés de Mae Sot, dans la province de Tak.

Prise d'otages à l'ambassade du Myanmar

En octobre, cinq ressortissants du Myanmar lourdement armés se faisant appeler les « *Vigorous Burmese Student Warriors* » [Vigoureux guerriers étudiants birmans] se sont introduits de force dans l'ambassade du Myanmar à Bangkok et y ont retenu 89 personnes pendant vingt-cinq heures. Les cinq hommes ont exigé, dans un premier temps, la libération de tous les prisonniers politiques et le rétablissement de la démocratie au Myanmar. Les otages ont été libérés sains et saufs, après que le gouvernement thaïlandais eut accepté de fournir aux membres du commando un hélicoptère pour gagner une zone annuellement contrôlée par un groupe armé

des « *immigrés clandestins* » et menacés d'arrestation et d'expulsion ; et les militants politiques birmans, qui étaient tenus de se faire enregistrer auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Au cours de l'année 1999, 14000 demandeurs d'asile du Myanmar appartenant aux ethnies karen et karenni sont arrivés en Thaïlande, fuyant les déplacements de population, les travaux forcés et diverses autres violations des droits humains. L'armée thaïlandaise a cependant empêché plusieurs milliers d'autres demandeurs d'asile karen de franchir la frontière. Pour des raisons de sécurité, les autorités, le HCR et des organisations non gouvernementales ont déplacé deux camps de réfugiés qui avaient été attaqués les années précédentes par des groupes armés d'opposition, afin de les éloigner de la frontière.

A la suite de la prise d'otages de l'ambassade du Myanmar, le gouvernement thaïlandais a annoncé que tous les jeunes militants politiques originaires du Myanmar devaient se faire enregistrer auprès du HCR et que ceux qui étaient reconnus par cet organisme devaient gagner la zone de sécurité de Maneloy, dans la province de Ratchaburi, dans l'attente de leur réinstallation dans un pays tiers. En novembre, 750 personnes s'étaient apparemment fait connaître du HCR. Toujours au mois de novembre, la police a arrêté plus d'une vingtaine de militants politiques birmans, dont certains avaient été reconnus par le HCR, et les a placés dans le centre de détention pour immigrants de Bangkok.

En novembre, les services d'immigration ont arrêté plusieurs milliers de travailleurs immigrants birmans et les ont reconduits à la frontière avec le Myanmar. Ceux qui avaient suffisamment d'argent pour verser un pot-de-vin aux autorités thaïlandaises ont été autorisés à rester du côté thaïlandais de la frontière. Les autres, dont beaucoup avaient des raisons bien fondées de craindre d'être persécutés au Myanmar, ont été renvoyés dans leur pays sans possibilité de demander l'asile.

En juillet, un membre des *Thai Rangers*, unité paramilitaire de l'armée, a violé deux travailleuses immigrées chan originaires du Myanmar, dans la province de Chiang Mai. Au mois de novembre, des membres de la police des frontières ont violé une travailleuse immigrée originaire du Myanmar près de Mae Sot, dans la province de Tak. À notre connaissance, aucune mesure disciplinaire n'a été prise dans ces deux affaires.

Questions juridiques

À la fin de l'année, la Thaïlande n'avait pas soumis au Comité des droits de l'homme des Nations unies son rapport sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

En janvier, le Comité des Nations unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a examiné les deuxième et troisième rapports périodiques combinés de la Thaïlande. Il a fait part de sa préoccupation quant au manque de mécanismes efficaces pour l'application des lois et il s'est inquiété du fait que peu de femmes avaient porté plainte pour des questions relatives aux garanties constitutionnelles.

Visites d'Amnesty International

Des délégués d'Amnesty International se sont rendus en Thaïlande entre janvier et mars.

Traités ratifiés ou signés en 1999

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Pour en savoir plus

Thaïlande. Examen de la situation des droits humains en Thaïlande fondé sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (index AI : ASA 39/01/99).